



CEROM

Comptes Économiques
Rapides pour l'Outre-mer



Où en sont les ménages après un an de crise Covid-19 ?

Consommation, investissement, épargne et endettement des ménages : état des lieux et perspectives

Interrogés en février 2021, les ménages ont exprimé, au-delà de leurs craintes sur l'évolution de la conjoncture, leur ressenti sur la crise sanitaire, un an après sa survenue.

Nombre d'entre eux en ont subi les effets en termes d'emploi et de revenus. Ces circonstances exceptionnelles ont conditionné leur motivation à épargner et à retarder leurs achats les plus importants.

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Après la série d'enquêtes menées auprès des entreprises en 2020¹, le CEROM s'est intéressé à la situation des ménages, en particulier ceux résidant dans les îles du Vent, afin de connaître leur appréciation de l'impact de la crise Covid-19 sur le contexte économique du pays et leur situation personnelle.

Inspirée des enquêtes de conjoncture menées dans la plupart des pays, cette étude a pour objectif d'apporter un éclairage sur les comportements de consommation, d'épargne et d'investissement des ménages polynésiens.

Avertissement méthodologique :

L'objectif des enquêtes de conjoncture auprès des ménages est de suivre l'évolution des réponses d'un panel. Elles servent aussi de base à l'élaboration d'un indicateur de confiance, outil essentiel à l'estimation et à la prévision de la consommation des ménages, qui est en Polynésie française l'un des principaux composants du PIB. Dans cette enquête, les ménages ont été interrogés sur leur ressenti de la situation au cours des six derniers mois et leurs anticipations sur les six prochains mois. **En l'absence de point de comparaison préalable, certains résultats de cette première enquête ne sont donc pas pleinement interprétables à ce stade** (c'est le cas en particulier des prévisions d'achats et d'investissement).

¹ https://www.cerom-outremer.fr/IMG/pdf/cerom_-_note_enquete_covid19- enquete_3.pdf

La crise a impacté l'emploi d'un tiers des foyers de Tahiti et Moorea

32 % des ménages ont été affectés par la crise Covid-19, soit par une perte d'emploi (9 % des ménages), soit par une réduction du temps de travail (23 % des ménages). Quant aux ménages les plus fragiles¹, plus de la moitié ont été concernés par la perte d'un emploi (18 %) ou des heures travaillées en moins (33 %).

Ces estimations ne sont toutefois pas exhaustives dans la mesure où elles n'incluent pas, par exemple, les baisses de revenus sans diminution du temps de travail (report ou annulation de primes, diminution par les chefs d'entreprises de leur salaire propre, baisse de marge des activités patentées, etc.).

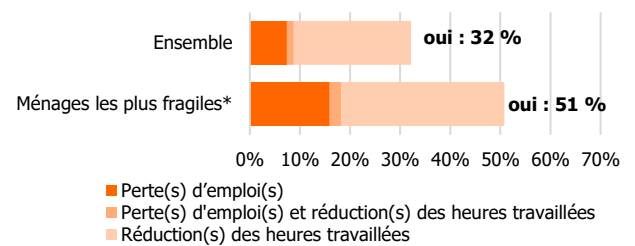
Les ménages n'anticipent pas d'amélioration du marché du travail : plus de 60 % pensent qu'il va se dégrader au cours des 6 prochains mois.

Des dispositifs d'aides publiques en soutien

Parmi les ménages dont l'emploi a été impacté par la Covid-19, près de 60 % d'entre eux ont bénéficié d'un dispositif public de soutien, que ce soit en compensation directe de la réduction des heures travaillées ou de la perte d'emploi (DIESE, DESETI, indemnités exceptionnelles, CSE) ou autres (CIS, compléments exceptionnels d'allocations familiales versés par la CPS, bons alimentaires octroyés par le Pays et les communes) : voir encadré « *Principales mesures de soutien public aux ménages face à la crise Covid-19* ».

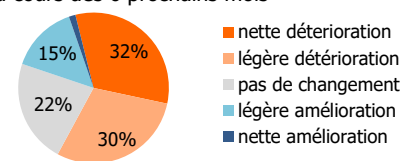
Dans l'ensemble, 50 % des ménages actuellement sans aucun emploi (à cause de la Covid-19 ou non) bénéficient d'aides publiques.

Impact de la Covid-19 sur l'emploi des ménages

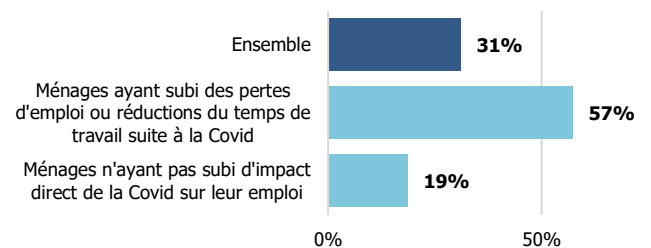


* Ménages dans l'incapacité d'épargner, qui doivent puiser dans leurs économies ou s'endetter pour faire face à leurs charges courantes.

Anticipations des ménages sur le marché de l'emploi au cours des 6 prochains mois



Proportion de ménages ayant bénéficié d'aides publiques*



* Voir encadré « *Principales mesures de soutien public aux ménages face à la crise Covid-19* »

Principales mesures de soutien public aux ménages face à la crise Covid-19

Dispositifs de compensation de l'emploi :

- **Dispositif Exceptionnel de Sécurisation de l'Emploi (DiESE)** et **Convention de Soutien à l'Emploi (CSE)** : prise en charge d'une partie de la rémunération des salariés, en compensation de la réduction de leur temps de travail. Le DiESE² est consacré aux secteurs les plus impactés par la crise, la CSE concerne tous les secteurs impactés par la conjoncture économique.
- **Dispositif Exceptionnel de Sauvegarde de l'Emploi des Travailleurs Indépendants (DESETI)**³ : compensation destinée aux travailleurs indépendants connaissant une réduction d'activité des travailleurs indépendants.
- **Indemnité Exceptionnelle (IE)** : indemnité versée aux salariés licenciés économiques.

Autres aides aux ménages :

- **Convention d'Insertion Sociale (CIS)**, ex « **CAES** » (aide financière aux foyers en difficulté en échange d'un travail d'intérêt général).
- Bons alimentaires délivrés par le Pays, via la Direction des Solidarités, de la Famille et de l'Egalité (DFSE), et par les communes.
- Augmentation des allocations familiales versés par la CPS aux ressortissants du RSPF (*Régime de Solidarité de la Polynésie française*).

¹ Ménages ayant déclaré être dans l'incapacité d'épargner, qui doivent puiser dans leurs économies ou s'endetter pour faire face à leurs charges courantes.

² Fait suite au Revenu exceptionnel de solidarité (RES) instauré pendant le confinement.

³ Fait suite à l'Indemnité de solidarité (IS) instaurée pendant le confinement.

Une situation financière délicate pour un ménage sur deux

15 % des ménages de Tahiti et Moorea déclarent devoir puiser dans leurs économies ou s'endetter pour faire face à leurs dépenses quotidiennes et 35 % parviennent tout juste à boucler leurs fins de mois.

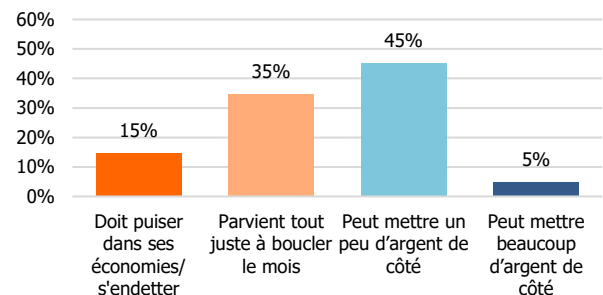
Un tiers de l'ensemble des ménages est dans cette situation depuis plus de six mois.

50 % des foyers réussissent à épargner actuellement, tendance qui, malgré l'absence de comparaison temporelle, s'est accentuée depuis la Covid-19 ; dans un contexte d'incertitudes, les ménages ont préféré reporter ou diminuer leur consommation et ainsi constituer une épargne de précaution.

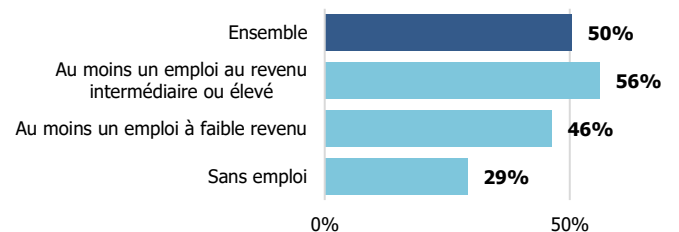
Ce comportement concerne toutes les catégories de ménages, y compris les plus modestes : ainsi, près de 30 % des ménages dont l'ensemble des membres est sans emploi indiquent mettre un peu d'argent de côté.

Deux tiers des ménages pensent pouvoir constituer une épargne au cours des six prochains mois.

Situation financière actuelle du foyer



Part des ménages en capacité d'épargne selon leurs caractéristiques socio-professionnelles



Un ménage sur dix a des difficultés à honorer ses dettes depuis la crise

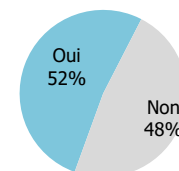
52 % des ménages des îles du Vent ont au moins un crédit bancaire en cours. **Actuellement, 16 % d'entre eux ont des difficultés à faire face à leurs échéances**, dont plus de la moitié en raison d'un impact de la crise sur leur emploi.

Ces difficultés de remboursement ne concernent pas uniquement ceux qui ont un crédit bancaire en cours : 11 % des ménages n'ayant pas d'endettement bancaire peinent à faire face à leurs charges, provenant de dépenses courantes (loyers, eau, électricité, téléphonie, etc.) ou à leurs dettes contractées auprès de proches, ou de magasins.

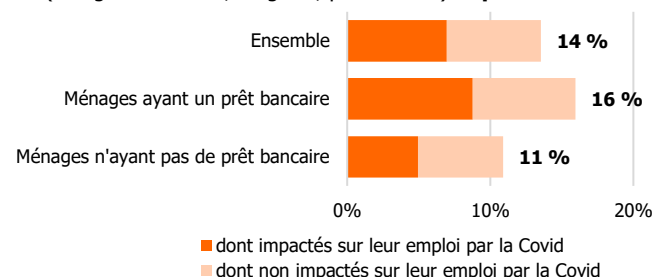
Pour la moitié d'entre eux, cette situation résulte principalement de l'impact de la crise Covid-19 sur leur emploi.

Seulement 12 % ménages interrogés ayant des difficultés à faire face à leurs dettes ont déposé ou ont envisagé de déposer un dossier de surendettement auprès de l'IEOM. Plus de la moitié d'entre eux n'a pas connaissance de ce dispositif¹.

Proportion de ménages ayant des échéances de crédit à rembourser



Part des ménages ayant actuellement des difficultés à rembourser leurs dettes bancaires ou non bancaires (charges courantes, magasin, prêt familial) depuis la Covid



¹ Toutes les informations sur le dispositif du surendettement sont disponibles sur le site internet de l'IEOM : [Surendettement - IEOM](#).

Des prévisions d'achats importants en baisse

L'effort d'épargne des ménages dans les mois à venir se fera au prix d'une réduction de leur consommation : en effet, près de 90 % des ménages de Tahiti et Moorea prévoient de diminuer, au cours des six prochains mois, leurs achats de biens importants (biens d'équipement et d'aménagement du foyer de type meuble, télévision, ordinateur, ...).

Près d'un ménage sur cinq envisage l'acquisition d'un véhicule au cours des six mois à venir¹.

Quelques anticipations dans l'immobilier

Un ménage sur six prévoit de manière certaine l'acquisition, la construction, ou la réalisation de travaux d'aménagement ou de rénovation d'un bien immobilier au cours des six prochains mois².

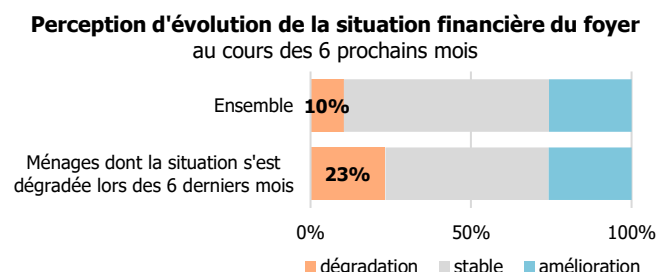
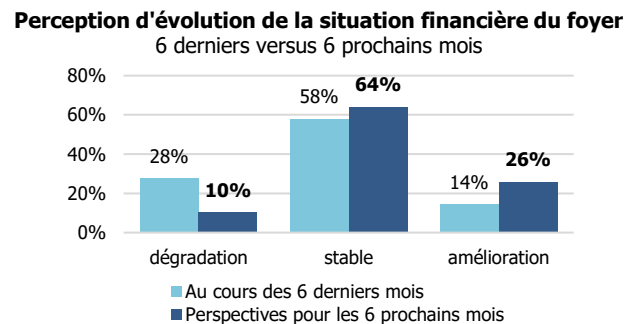
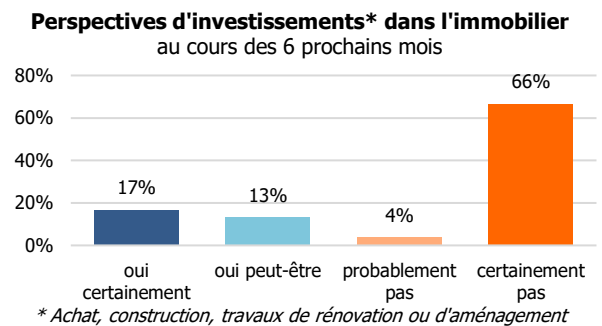
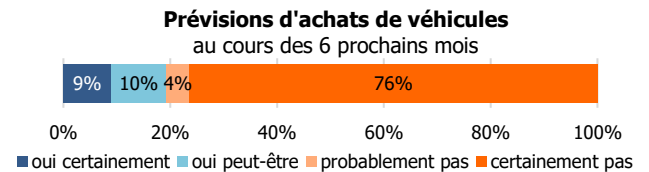
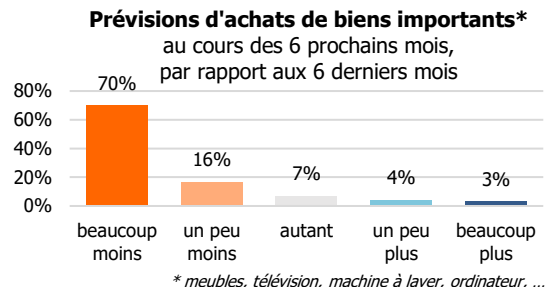
En dépit d'un environnement incertain, un ensemble de facteurs est susceptible d'expliquer ces anticipations : le bas niveau des taux, l'accumulation d'épargne et le décalage des chantiers pendant le confinement.

Pas d'évolution à court terme pour la majorité des ménages

Près des deux tiers des ménages de Tahiti et Moorea estiment que leur situation financière ne va pas évoluer au cours des six prochains mois.

Toutefois, les ménages ayant connu une dégradation de leur situation au cours des six derniers mois sont deux fois plus nombreux que la moyenne à redouter une nouvelle dégradation de leur situation.

Certains anticipent la non-reconduction des mesures d'aides exceptionnelles dont ils ont pu bénéficier.



¹ Voir Encadré « Avertissement méthodologique ».

² Idem.

Perception par les ménages de la situation économique en Polynésie française

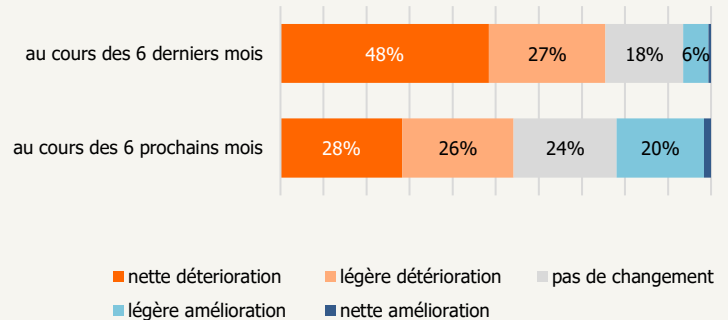
Dans une note publiée en février 2021, le CEROM avait estimé que le PIB avait reculé de 10 % en 2020¹.

Cette évolution est ressentie par les ménages : les trois quarts de ceux des îles du Vent considèrent que la situation économique de la Polynésie française s'est dégradée au cours des six derniers mois et ils sont un peu plus de la moitié à anticiper une détérioration de la conjoncture au cours des six prochains mois.

En revanche, plus de quatre ménages sur dix s'attendent à une stabilisation ou une amélioration de la conjoncture dans le pays.

¹ <https://www.cerom-oultremer.fr/IMG/pdf/cerom-estimation-du-pib-2020.pdf>

Perception de l'évolution de la situation économique en Polynésie française

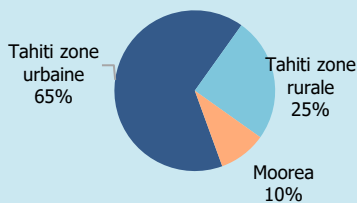


MÉTHODOLOGIE

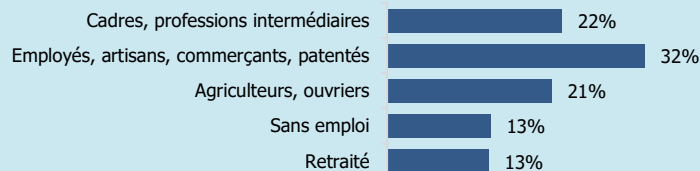
L'étude a été réalisée sous forme d'un questionnaire conduit par voie téléphonique du 12 au 26 février 2021, en français et/ou en tahitien. Elle a été menée auprès de 850 ménages représentatifs des îles du Vent, selon la méthodologie des quotas croisés sur les chefs de ménage, en fonction de leur zone d'habitation, sexe, tranche d'âge, catégorie socio-professionnelle, avec une variable de contrôle sur la taille des ménages.

La caractérisation du « chef de ménage » s'est faite sur la base de la personne ayant les revenus les plus élevés du ménage (définition de l'INSEE). Elle ne correspond pas nécessairement à la personne répondante au questionnaire, qui est celle la plus au fait de la situation économique et financière du foyer, souvent la personne s'occupant le plus souvent des achats.

Résidence



Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage



Taille du ménage

